

**ALGERIE:
IL Y A TRENTE
ANS. LA GUERRE**



Jeune

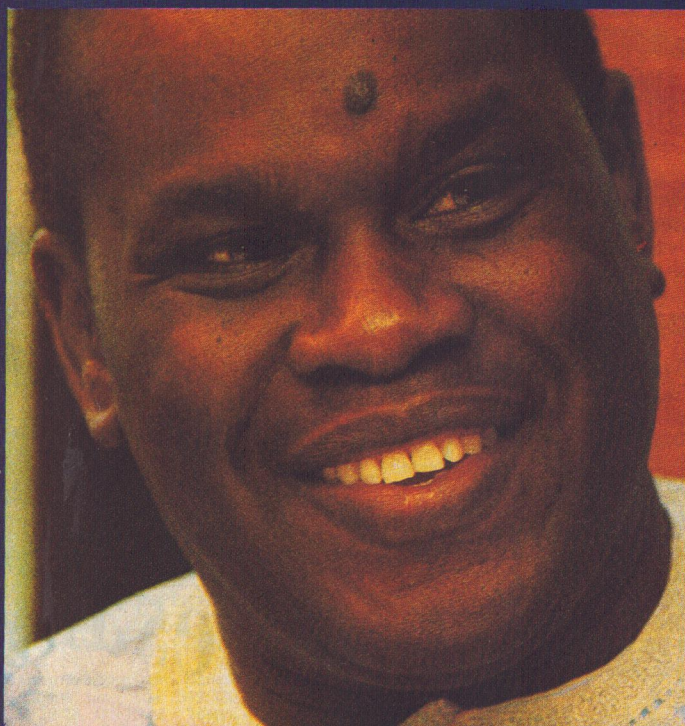
ISSN 0021-6089

Afrique

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDEPENDANT 25^e ANNEE

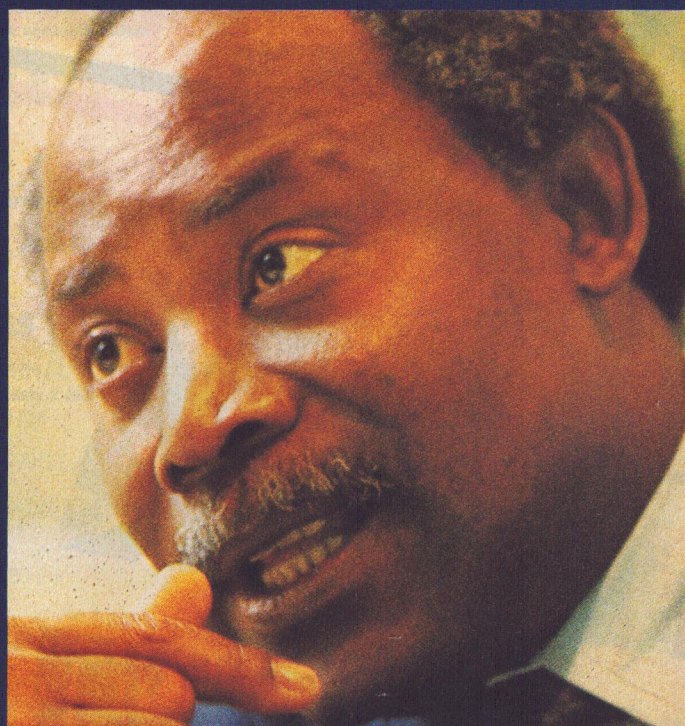
N° 1244 DU 7 NOVEMBRE 1984

QUEL PATRON POUR L'OUA?



ALIOUNE BLONDIN BEYE

**“Je serai
élu.”**



PAUL OKUMBA D'OKWATSÉGUE

**“Je suis
le meilleur.”**

Une interview exclusive des deux candidats au poste de secrétaire général

Guinée Déclaration de bonnes intentions d'un côté, espoirs excessifs de l'autre, la coopération redémarre à petits pas.

La France fait des sourires

de notre envoyée spéciale à Conakry, Nicole Huszti

Au terme de la visite à Conakry du ministre français de la Coopération et du Développement, M. Christian Nucci, les 20 et 21 octobre, le degré d'engagement véritable de la France reste difficile à apprécier. Même si le président Lansana Conté a déclaré que « la coopération que nous avons toujours souhaitée est reprise sur des bases solides ».

Les différentes phases, dans les relations entre la France et la Guinée, depuis son indépendance en 1958, n'ont pas été évo-

quées. Pour les deux parties, le temps semble s'être arrêté au traumatisme du départ des Français, dans des conditions que les Guinéens ont parfois mal ressenties. « Mais nous avons su faire la part des choses et nous avons gardé toute notre amitié au peuple français » affirme le capitaine Fode Momo Camara, ministre de la coopération internationale.

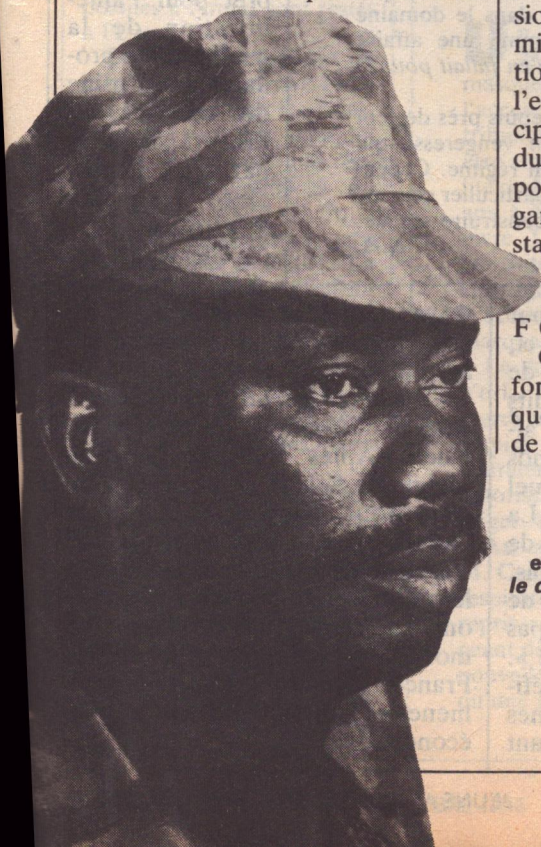
Si les relations ne sont plus passionnelles, il est certain que l'attente vis-à-vis de la France dépasse largement le cadre des transferts financiers. A preuve, la décision symbolique du CMRN (Comité militaire de redressement national) de rétablir le français dans l'enseignement. La France a participé au financement des manuels et du matériel scolaire nécessaires pour cette rentrée, ainsi qu'à l'organisation, pendant l'hivernage, de stages de recyclage des enseignants, pour un montant total de 5 millions de FF (250 millions de F CFA).

C'est notamment l'absence d'un fonds culturel commun qui explique, de l'avis des Guinéens, l'échec de la coopération bilatérale que

Sékou Touré a menée, après le « non » à la France, avec tous les partenaires possibles, des Etats-Unis à l'URSS en passant par le Japon et la Corée, à des degrés variables suivant les époques et les alliances du moment. Le CMRN s'est gardé de rompre ces liens car « le pays a besoin de tout et du concours de tous pour se construire ».

C'est bien l'avis de la France, qui, tout en se déclarant « engagée aux côtés de la Guinée dans la bataille du redressement, suivant un contrat de solidarité et de franchise », l'encourage simultanément à trouver un accord avec le FMI (Fonds monétaire international). Etant donné le délabrement de l'économie cela semble effectivement la seule solution pour que les organismes de développement, multilatéraux (Fonds européen de développement, Banque mondiale...) puissent continuer à apporter leur concours. Sékou Touré en était conscient et avait demandé fin 1983 au FMI d'entamer des études dans ce sens. Elles ont traîné, faute de statistiques fiables mais aussi d'une réelle volonté politique puisque toucher à la monnaie était considéré comme

Lansana Conté
et Christian Nucci. « D'abord
le développement de l'homme ».



un abandon de souveraineté nationale.

La position du CMRN n'est guère plus déterminée (les responsables emploient pudiquement le terme d'assainissement monétaire, jamais celui de dévaluation), un noyau dur au sein du gouvernement et de l'administration semblant attaché à la thèse ancienne. D'autant que la rigueur des mesures préconisées par le FMI, faisant rarement les choses à moitié, fait peur aux militaires peu sûrs de leur base. Une dévaluation de 600 à 700 % du syli sera nécessaire pour officialiser la dépréciation de fait de la monnaie, et rompre avec le cercle vicieux du double taux de change et du double marché, de la corruption et de l'inefficacité.

Dans ces conditions, le retour dans la zone franc (quittée en 1960) était apparu comme la panacée permettant d'éviter la difficulté. Démarche symbolique aussi de l'aspiration vis-à-vis de la France, qui faisait figure de recours.

La France n'a plus les moyens, dans le contexte de la crise économique, d'engagements financiers de cette importance. Elle peut tout au plus indiquer qu'elle « sera prête à envisager l'entrée éventuelle de la Guinée dans la zone franc dès lors que la réforme monétaire et financière en cours d'examen avec le FMI permettra d'en assurer les conditions et que les Etats africains concernés auront donné leur accord » : passage supprimé in extenso du communiqué de presse

final. Les Guinéens auraient pourtant eu besoin d'un soutien plus ferme alors qu'au moment précis où le ministre français quittait Conakry, une mission du FMI était attendue, pour des discussions qualifiées de « sérieuses ».

Parlons chiffres : la Guinée devait recevoir de la France en 1984 une aide de 20,8 millions de FF (plus d'un milliard de F CFA). Depuis l'accession au pouvoir du

fin 1985, amélioration des communications) la France consentira un concours financier de 50 millions de FF pour l'amélioration des transports urbains de Conakry (achat de vingt-cinq autobus à Renault-Véhicules industriels et prise en charge de sept assistants techniques assurant la maintenance), 6 millions de FF pour l'extension de la diffusion de Radio-Conakry, et 0,6 million de FF pour

l'équipement de l'hôpital de Donka. La caisse centrale de coopération économique de son côté envisage pour 1984-85 une intervention supplémentaire de 20 millions de FF pour l'aéroport de Conakry, dont elle a financé la construction (près de 140 millions de FF), un soutien au fonctionnement du central téléphonique existant et un prêt pour l'amélioration de la qualité de la production de l'usine de bauxite de Fria (à laquelle participe la société française Péchiney). La CCCE vient par ailleurs d'oc-

troyer un prêt de 30 millions de FF environ au volet agricole du projet agro-industriel de Salguidia.

« Le développement, c'est d'abord celui de l'homme », devait dire M. Nucci. Après vingt-six ans du régime de Sékou Touré, cela a un sens tout particulier pour la Guinée. Il est vrai qu'en ce qui concerne la garantie des libertés, les militaires au pouvoir à Conakry ont su gagner la confiance du monde, y compris celle de la France socialiste. La bataille à mener se situe maintenant au plan économique. ■

Ceux qui ont tué

L'ombre de la prison de Kindia a plané sur le voyage du groupe de journalistes accompagnant en Guinée le ministre français de la coopération, C. Nucci. Suite à la récente mission d'Amnesty International (voir J.A. n° 1241), les journalistes ont demandé à se rendre à Kindia (150 km de Conakry, 3 h de route) où sont détenus les dignitaires de l'ancien régime. La réticence des autorités guinéennes a été sensible immédiatement, mais le veto n'a pas été prononcé... si bien que jusqu'à la fin du court séjour, nous avons espéré en vain.

Le président Lansana Conté, nous recevant juste avant notre départ, a de lui-même abordé la question. « Votre demande n'a pu être satisfaite pour des raisons humaines, a-t-il expliqué. Le gouvernement ne veut pas faire sa cible des anciens dignitaires car son image de marque en souffrirait. En tant que citoyens guinéens et anciens responsables de leur pays, ils pourraient s'en trouver indisposés et leur susceptibilité en serait aiguisée. Nous avons du respect pour eux et n'avons pas le droit de les utiliser pour notre propagande. » Le président a affirmé que les détenus seraient jugés — à une date non encore déterminée — sans quoi leur emprisonnement n'aurait aucune valeur. Le recours à la peine de mort est exclu car elle est contraire au respect de l'homme. Les fautes commises par chacun doivent être déterminées, essentiellement dans le domaine économique, car la politique est considérée comme une affaire ancienne. « Nous savons qu'ils ont tué plus qu'il n'en fallait pour la survie du régime. C'est tout. »

On a loué la sagesse des militaires qui savent, depuis près de sept mois, assurer la stabilité et prévenir la réaction vengeresse qui prolongerait nécessairement les méfaits de l'ancien régime. Cependant, pour une grande partie des Guinéens, et en particulier ceux de l'étranger, une action exemplaire s'impose pour construire sur des bases saines.

N.H.

nouveau gouvernement, et pour répondre à la demande de celui-ci, une enveloppe supplémentaire de 20 millions de FF (dont les crédits prévus pour l'éducation) a été allouée sur les lignes du FAC (Fonds d'Aide et de Coopération) auquel la Guinée est devenue éligible. La mission d'aide et de coopération de Conakry ouvrira dans deux mois, ce qui était impossible du temps de Sékou Touré, qui ne voulait pas d'une coopération « politique ». Pour répondre aux priorités définies par les autorités guinéennes (auto-suffisance alimentaire avant